

Les commerçants du marché de Bujumbura redoutent "un piège" du Gouvernement

APA, 29-01-2013 Les commerçants du marché de Bujumbura refusent l'offre du gouvernement de les déménagement Bujumbura (Burundi) - Les commerçants du marché central de Bujumbura qui vient d'être ravagé par un violent incendie, ont rejeté catégoriquement mardi l'offre du deuxième vice-président du pays consistant de leur aménager une autre place, en attendant la reconstruction du marché. Réuni en assemblée générale, le syndicat général des commerçants du Burundi (SYGECO) et l'Union des commerçants du Marché Central de Bujumbura, ont estimé qu'ils n'ont aucune garantie de pouvoir retrouver leurs places dans ce marché une fois reconstruite.

Les intervenants encore sous l'émotion du drame qui les a frappés, ont refusé de « tomber dans ce piège », arguant ils sont moins de plusieurs cas de commerçants qui ont été déplacés de ce marché pour des prétextes de réaménagement mais, qui n'ont jamais retrouvé leur place. « Nous allons rester dans le même endroit. Que des aménagements qui devraient se faire ailleurs se fassent au marché central de Bujumbura. Nous sommes à peu près cinq mille, nous allons donner un coup de main », ont-ils dit. Ils ont même failli ne pas s'entendre avec leurs représentants qui ils reprochaient de leur dicter des décisions qu'ils ont arrêtées avec les hauts dirigeants du pays sans aucune consultation préalable. Face à cette accusation, le représentant de l'Union des Commerçants du Marché central M. Gabriel Bukuru, fou de colère, a rétorqué qu'il a rien à imposer mais, qu'il était venu leur présenter les recommandations d'une rencontre qu'il a eue avec le deuxième vice-président de la République. Face à ce malentendu qui risquait de faire échouer la rencontre, le président du SYGECO, M. Audace Bizabishaka a essayé de calmer la foule en colère, lui demandant de rester uni face au drame et que ce n'est pas le moment de se quereller. Un autre intervenant a renchérit qu'il y a une rumeur qui circule comme quoi « ce marché serait en voie d'être vendu comme d'autres sociétés nationales à une société étrangère pour qu'elle y crée un super marché, ce qui serait l'origine de l'incendie ». La seule chose à laquelle ils se sont entendus à lire des représentants au niveau des quartiers qui vont les représenter dans tout ce qui concerne le suivi de la question. En toute urgence, le comité va approcher les policiers et les militaires qui continuent les secours au marché central pour qu'ils associent les commerçants dans ce travail. En effet, d'après leurs propos, les marchandises qui ont été gagnées par l'incendie seraient volées la nuit par ceux là même qui étaient appelés à les protéger. Le comité sera également chargé de suivre de près les aides qui seraient octroyées aux commerçants en vue de leur permettre de redémarrer leurs activités. Le comité aura aussi comme tâche de faire un inventaire des marchandises détruites par l'incendie et de faire un rapport global des pertes. Au cours de la réunion, les commerçants ont demandé au gouvernement de chercher un fonds qui leur permettra d'avoir des crédits de redémarrage qu'ils vont rembourser sans intérêts. Ils ont rejeté l'appel des banques qui seraient prêtes à leur octroyer des crédits. Selon eux les banques demandent des intérêts exorbitants qu'ils ne peuvent pas avoir en ce moment où ils sont complètement démunis. Ils se sont entendus de rendre visite aux familles qui ont perdu des proches au cours de l'incendie, de rendre visite à certains de leurs membres hospitalisés pour traumatisme psychologique suite au drame ainsi que ceux qui ont été blessés.